

COLLEGE INTERARMEES DE DEFENSE

7° Promotion

**ETUDE DIRIGEE
DE GEOPOLITIQUE**

**LA NOUVELLE DONNE
GEOPOLITIQUE
EN RUSSIE**

GROUPE D6

1. La nouvelle donne géopolitique en Russie
2. Chef d'escadron (Gendarmerie) MOLOWA Eric-Pierre.
3. 15 mai 2000.
4. Division D.
5. Etude dirigée de géopolitique.
6. La Russie a connu à la fin du XX^e siècle un profond bouleversement qui a changé radicalement le paysage géopolitique régional mais aussi et surtout international.
Qu'elle est aujourd'hui la place de la Russie dans ce nouvel environnement? Cette question sera abordée aux travers des domaines suivants:
 - les contraintes géographiques de la Russie;
 - la place de la Russie dans le monde;
 - le nucléaire dans le débat sur la défense en Russie;
 - la zone Caspienne mer Noire : nouvel enjeu de puissance?
7. Mots clés : étude dirigée, géopolitique, Russie.

Etude dirigée de géopolitique

La nouvelle donne géopolitique en Russie

Chapitre I : Les contraintes géographiques de la Russie : de l'empire à la fédération.

La fin de l'URSS a-t-elle modifié les caractéristiques géopolitiques de la Russie ?

Avant son éclatement, l'URSS occupait une place prépondérante dans le monde. En 1991, son effondrement a provoqué un bouleversement externe et interne dans l'ordre du monde.

La seconde guerre mondiale a permis à l'URSS de prendre une position importante. Elle a dû conquérir son statut de grande puissance et s'opposer à l'encerclement occidental qu'elle ressent, en recherchant la parité avec les USA. Pour atteindre cet objectif, elle s'est efforcée d'étendre son rayonnement sur le tiers monde et dans les pays communistes.

L'effondrement de cet empire, dû à une tentative de réforme des institutions, s'explique aussi par la montée des mouvements identitaires. Ces derniers ont favorisé sans nul doute la dissolution du système soviétique.

Aujourd'hui, la Russie tente de reprendre les traditions de l'URSS. Elle bénéficie de la succession des traités et des statuts et a préservé une continuité diplomatique. Dans l'étranger proche, la Russie cherche à préserver ses intérêts de population et d'économie. Ayant gardé une influence en Europe, elle cherche également à participer à la structure de sécurité.

Enfin, la Russie reste encore confrontée à un problème d'identité qui se traduit principalement par une opposition entre slavophiles et occidentalistes. Ainsi, de nombreuses régions ont pu asseoir une quasi-souveraineté, diminuant le glacis protecteur de l'ancienne fédération. Par ailleurs, la Russie demeure hantée par la crainte de l'encerclement.

Malgré tout, la Russie s'appuie sur un discours plus géopolitique que politique et est parvenu à surmonter de nombreux obstacles, aussi bien intérieurs que politiques. Son avenir repose cependant sur le maintien de sa place sur l'échiquier international.

La guerre en Tchétchénie est-elle une application de la doctrine Gortchakov.

La prise de Groznyï ne met pas fin à la guerre. Bien au contraire, cette guerre se révèle comme une émanation de la doctrine Gorchakov et un moyen de détourner l'attention des problèmes internes.

Gorchakov : 1864. L'avancée de la civilisation en Asie centrale s'accompagne par une protection accrue des frontières et des voies commerciales tout en maintenant des efforts permanents.

En 1991, la chute de l'URSS provoque des réactions nationalistes et l'indépendance de la Tchétchénie. La réaction de la Russie consiste dans un premier temps à isoler cette république. En 1994, l'intervention décidée par Boris Eltsine vise à rétablir l'ordre et à sécuriser les axes commerciaux et principalement ceux liés au pétrole. Les combats sont très violents et conduisent à la signature d'un accord de paix en 1996, prévoyant l'autonomie de la Tchétchénie.

En 1999, une nouvelle guerre est lancée contre les incursions au Daguestan. La guerre est menée selon des enseignements tirés de la première guerre ainsi que celle du Kosovo. Cependant, les raisons de ce conflit

semblent être d'une autre essence : une revanche et un moyen de détourner l'attention de la population et de la communauté internationale.

Aussi, si la guerre de 1994 s'apparente à la doctrine Gorchakov, celle de 1999 vise plutôt des objectifs de politique intérieure et extérieure.

Les sources de ce conflit peuvent donc être de trois origines différentes :

- 1° une hypothèse islamiste, visant à exporter la révolution islamique ;
- 2° une piste américaine, où le facteur pétrolier est déterminant ;
- 3° la piste russe : les liens entre Bassayev et Berezovsky sont avérés, pour provoquer une agitation dans le Caucase, prendre la revanche de 1996, mettre en place Poutine et interrompre ainsi le processus électoral.

Enfin, les occidentaux sont complices de cette guerre. Leur immobilisme coupable est lié à la volonté de maintenir des rapports corrects avec la Russie et plus particulièrement avec son président.

L'identité russe

La spécificité russe remonte à Catherine II. Mais l'histoire de la Russie change suivant l'époque et suivant le rédacteur.

Les toutes premières influences de la Russie viennent d'orient, 600 ans avant Attila. Du IX au XIII siècles, l'influence principale vient du nord et de Byzance. Puis les Tatares imposent leur présence et ce jusqu'à la création de l'empire, au XVI°. Le premier état russe est organisé par les nordiques, suite à un appel aux Vareg ou rousses. Cette époque marque la fondation de Novgorod et de Kiev. Des liens entre l'Europe du nord et l'Europe du sud se créent alors, via le christianisme byzantin. Plus tard, les Mongols assujettissent la Russie jusqu'au XVI° siècle. Ils sont repoussés par le prince de Moscovie, Ivan IV le terrible, tsar : le panthéon russe est peuplé de ceux qui ont repoussé les envahisseurs (1552).

Les Russes s'attachent ensuite à la conquête de nouveaux espaces, vers l'est le sud et le nord, puis la Sibérie et le Pacifique, au XVII° siècle. La Russie atteint le Pacifique avant de contrôler la Baltique et la mer Noire (fin XVIII°). Le XIX° voit la conquête du Caucase et de l'Asie Centrale.

C'est là que naît le mythe de l'accès des Russes aux mers chaudes. L'apogée de l'empire a lieu au début du XX°.

En 1945, la Russie compte 22 millions de km². En 1989, elle perd 5 millions de km². La Russie a des frontières maritimes deux fois plus longues que ses frontières terrestres et la répartition des ressources naturelles ne coïncide pas avec l'implantation des populations.

On ne peut pas comparer l'empire russe aux empires européens : continuité territoriale, conquête d'espaces nouveaux motivée non par l'enrichissement, mais pour des raisons de sécurité. La Russie est un empire conquérant et multinational avant d'être un empire.

Ces différences font que les Russes estiment qu'ils ne constituent pas un état nation, tout comme les autres peuples de l'URSS. Ainsi, le mot russe recouvre le sens ethnique et le sens national.

Aujourd'hui, de grandes interrogations sur la nature de l'identité russe subsistent. Le système soviétique avait nié la nature russe du peuple. De plus, le stalinisme a détruit un tissu social, sans rien créer.

Le débat culturel et identitaire réapparaît en 1989. D'un côté, le courant occidentaliste tend à démontrer que la Russie a été tenue à l'écart de tous les grands courants de pensée occidentaux. Or la Russie est européenne et ne peut ni ne doit se tenir à l'écart de ces courants.

De son côté, le courant slavophile tient la Russie pour spécifique, comme ayant sa propre culture. Ce qui vient de l'extérieur est néfaste et seule l'identité slave doit exister. Ces courants ont toujours été présents dans l'histoire russe. Lénine est occidentaliste, Staline est plus slavophile.

Les grandes caractéristiques de la Russie ne changent pas avec la chute de l'URSS : c'est un espace continental sans obstacle naturel, exception faite du climat. Aussi, le complexe d'encerclement est permanent et l'existence d'un glacis défensif à de tous temps constituer pour la Russie une donnée majeure.

Chapitre II : La place de la Russie dans le monde.

La Russie est-elle d'Europe ou d'Asie : question finalement importante pour permettre une représentation spatiale. En fait, la Russie n'est pas un pays mais un univers, même si elle fait partie à certains titres de l'Europe.

Le débat est ancien en Russie, certains historiens ont même remis en question l'origine latine du terme tsar, en affirmant que ce mot est d'origine persane. De plus, l'influence islamiste est très forte, notamment dans certaines républiques.

Le mouvement slavophile s'appuie avant tout sur la Russie rurale. Or cette ruralité a été profondément modifiée par le communisme.

Les mouvements de population imposés à la population rurale s'expliquent par la volonté de rentrer dans l'ère industrielle. En 1936, Staline veut créer une société nouvelle ("homo soviétique"). Cette volonté s'est traduite par une décomposition du tissu social et par l'imposition d'un modèle extérieur à la culture locale.

La place de la Russie dans le monde :

- la Russie n'est plus la super puissance qu'elle était ;
- elle reste le plus grand pays du monde ;
- si elle n'est plus un acteur majeur, elle redeviendra une grande puissance.

Russie d'Europe ou d'Asie : quelle frontière entre ces deux continents, l'Oural, le Bug (Fleuve sur la frontière orientale de la Pologne) voire une troisième possibilité.

La Russie est-elle une puissance européenne : Pierre le Grand a fait de la Russie une puissance d'Europe (art, organisation de l'armée, mode vestimentaire...) mais cette européanisation c'est faite en utilisant des méthodes Tataro-mongoles, donc orientales.

Actuellement les responsables politiques peuvent se diviser en 4 catégories :

- tendance occidentale ;
- tendance représentée par les libéraux modérés, pour une occidentalisation mais à un rythme mesuré, sans abandonner d'autres politiques (occidentalisation pragmatique) ;
- tendance favorable à une certaine occidentalisation en réservant un secteur privé important, notamment en ce qui concerne l'industrie d'armement ;
- tendance favorable à un retour à une Russie impériale, ou soviétique. Plus proche des eurasistes que des slavophiles ; ils prônent un rapprochement avec l'Asie.

Après 1993, ces 4 tendances se scindent en 2 : les libéraux modérés avec une partie de la troisième tendance, qui forme le gros de la classe politique. L'autre volet est constitué par la tendance rouge brun, en conservant son aspect résolument oriental.

Cette dichotomie est doublée d'une préoccupation récurrente, à savoir l'établissement d'un cordon sanitaire face à l'ouest.

Face à l'Asie, la Russie apparaît comme un contre poids utile, autorisant un certain équilibre entre les puissances asiatiques (Chine, Inde, Japon notamment). Face à ces puissances, la Russie s'est efforcée de garantir ses arrières avant de se consacrer à sa direction stratégique prioritaire, l'Europe.

Actuellement, Moscou propose un partenariat avec de nombreux pays, notamment la Chine et l'Inde. L'objectif est vraisemblablement d'éviter l'édification d'un monde unipolaire, sous l'égide des USA.

La crainte de la Russie aujourd'hui c'est finalement d'être nul part. Elle cherche donc à appartenir aux circuits d'échanges, notamment économiques.

Chapitre III : le nucléaire dans le débat sur la défense en Russie

La notion de désarmement couvre des démarches très diverses : réduire les arsenaux existants (exp : traité de Wahsington ou FNI supprimant tout les armes nucléaires de portée entre 500 et 5000 km de portée); éliminer une catégorie d'armes considérée comme particulièrement cruelle (les mines anti-personnel); maîtriser la course aux armements ou à certains armements.

Les négociations américano-russes sur les armements nucléaires stratégiques relèvent de cette dernière catégorie et ont fait l'objet des accords SALT (strategic arms limitation talk)¹ puis START (strategic arms reduction treaty)².

Après une formidable accélération à l'arrivée de Gorbatchev au pouvoir en 1985 à 1996, date de la signature du CTBT (comprehensive test ban treaty) et de la prolongation pour une durée indéfinie du TNP (1968), les progrès dans le domaine du désarmement nucléaire stratégique entre Russie et Etats-Unis est au point mort même si START I a été signé en 1991 et a été effectivement appliqué. Or de l'accord entre ces deux puissances dépend fondamentalement la poursuite du désarmement nucléaire mondial. Et l'on ne peut dissocier cette question de celle de la non-prolifération, voie par laquelle un ordre mondial nucléaire exclusif et inégalitaire peut être maintenu.

La perception par l'URSS de la faillite de son système économique et la volonté qui en est résulté de se sortir de l'impasse dans laquelle l'IDS l'avait plongé l'explique en tout ou partie. L'effondrement de l'URSS et la reprise de cet héritage par la Russie a permis de poursuivre le processus. Mais il est aujourd'hui bloqué en raison même de la faiblesse de la Russie.

1/ Les négociations sur le désarmement nucléaire : un facteur égalisateur de puissance.

Les négociations sur le désarmement nucléaire ont été et restent pour la Russie un formidable instrument d'égalisation avec les USA.

Comme le rappelle la doctrine adoptée en 1993, la Russie, héritière de l'empire soviétique a pris la mesure de la fantastique révolution dans les affaires militaires initiée et expérimentée par les USA dans la guerre du golfe.

Parfaitement consciente de l'avance prise par ces derniers, elle cherche ainsi à compenser ses faiblesses :

¹ SALT : but assurer la vulnérabilité mutuelle c'est-à-dire la parité stratégique en :

- limitant strictement l'installation de sites anti-missiles (traité ABM de 1972)
- fixant des plafonds pour les missiles offensifs

Ces accords ne limitent pas le nombre des armements nucléaires (USA de 4600 en 1971 à 10563 ogives en 1990; URSS de 2100 en 1971 à 10271 en 1990).

² START : but assurer une réduction des armes nucléaires stratégiques

- START I : réduction du nombre de têtes à 6000 de part et d'autre d'ici à 2001 ; ce premier traité s'accompagnait de mesure s de non-prolifération suite à l'éclatement de l'URSS en 15 Etats (rapatriement vers la Russie).
- START II : réduction à 3000 et 3500 d'ici à 2007

- dans un premier temps, la mise en application des accords START 1 a été le moyen pour la Russie de reprendre l'intégralité de l'héritage nucléaire de l'ex-URSS. Qu'on se rappelle le début des années 1990, l'éclatement de l'ex-URSS posait le difficile problème de la dissémination des armes nucléaires stratégiques sur le territoire des nouvelles républiques, en particulier de l'Ukraine. Cette dernière en faisait cyniquement une monnaie d'échange en vue d'obtenir une aide économique et conforter son indépendance.

En distinguant dans sa doctrine de 1993, les états EDAN et les ENDAN, elle garantit le non-usage de l'arme nucléaire à l'encontre des Etats signataires du TNP.

- dans un second temps, la Russie n'a cessé de participer activement à la négociation des traités TNP et CTBT qui consacre, malgré l'Inde et le Pakistan, la permanence d'un ordre nucléaire mondial inégalitaire, réduit à cinq Etats mais dont les primus inter-pares sont justement les USA et la Russie. Les initiatives de dé ciblage vont dans ce sens, même s'il ne faut pas cacher leur caractère plus médiatique qu'efficace (on peut recibler très rapidement).

La Russie n'a objectivement aucun intérêt à la prolifération nucléaire qui alimenterait certainement les tensions en Asie centrale et au-delà.

- dans un troisième temps, la Russie compense sa faiblesse conventionnelle par le nucléaire : sa doctrine de 1993 y fait référence comme un moyen politique de dissuasion ; l'éventualité d'utilisation en premier d'armes nucléaires tactiques en particulier (dont elle est très richement dotée) renforce la dissuasion mais aussi est destinée à compenser ses manques en matière conventionnelle (et son manque de moyens pour y faire face)

De fait la Russie n'a cessé d'accorder la priorité au nucléaire : c'est la meilleure garantie de sa sécurité et une garantie au moindre coût. Le maintien en l'état de ses forces nucléaires stratégiques est une priorité majeure même si la Russie affirmait ne pas connaître d'ennemi potentiel. Elle inclue notamment la modernisation des missiles TOPOL SS25 et TOPOL M SS-X-29 qui ont été déployés à partir de 1996, afin de démontrer qu'elle est toujours une grande puissance.

Par ailleurs, il est également possible que les Russes aient continué à fabriquer secrètement des charges, aidés en cela par un arsenal de production, certes délité, mais qui fonctionne encore. Ces charges auraient pu être incluses dans celles devant être détruites.

Mais c'est sans doute la propre faiblesse de la Russie qui constitue un frein à la poursuite du désarmement nucléaire stratégique, faiblesse qu'il convient de replacer dans le contexte plus général de la poursuite par les USA de la non-prolifération nucléaire.

2. La faiblesse de la Russie, obstacle au désarmement nucléaire.

Cette faiblesse doit être envisagée sur deux niveaux. Le premier est celui du traité START II, le second celui de la remise en cause par les USA du traité ABM

1^{er} niveau, le traité START II. La DOUMA fait en effet obstacle jusqu'à aujourd'hui au traité START II. Plusieurs raisons à cela :

- Le premier grand argument a été l'Ukraine, la Russie exigeant son adhésion à START I. Cet argument est tombé depuis l'adhésion de l'Ukraine au TNP.
- Avec START II, 50% des forces nucléaires stratégiques russes seront navales ; or, ces derniers objectent qu'ils ne sont pas au niveau des USA et que cela les place dans une situation de vulnérabilité tant dans le domaine du matériel que dans celui de la lutte anti-sous-marine. Ils signalent également le coût de ce type d'armement (un SLBM coûte plus cher qu'un ICBM).

- Par ailleurs, on doit souligner la pesanteur de la culture stratégique russe, puissance continentale. Ses vecteurs stratégiques ont toujours et d'abord été une émanation de l'artillerie. Or après STRAT II les forces nucléaires correspondront au modèle américain d'avant START I, c'est-à-dire faisant une part égale aux composantes terre, air et mer. C'est donc une culture stratégique nouvelle, difficile à accepter.
- Quid de la capacité de la Russie de procéder effectivement à l'élimination de ses ogives car elle ne dispose que de quatre centres spécialisés, notoirement insuffisants et à quel coût ?
- Le refus de ratification de START II cristallise aussi les inquiétudes russes quant à l'élargissement de l'OTAN, ce point ayant pour conséquence de revivifier le syndrome d'encerclement.
- On peut rajouter également le refus de ratifier le CTBT, la Russie ne disposant pas des capacités technologiques de simulation permettant de remplacer les essais nucléaires souterrains.
- Enfin, il convient également de rappeler qu'aux termes des accords START, les USA conserveront une importante composante aérienne nucléaire tactique sur le sol européen, ce qui laisse penser que ces derniers n'ont pas abandonné leur concept de riposte graduée.

C'est aussi ce qui explique les propositions et menaces russes de 1996 : constituer un système de sécurité de Vancouver à Vladivostok ou s'exposer à la menace d'une consolidation du traité de Tachkent (signé le 15 mai 1992 et qui porte sur la sécurité collective de la CEI), avec redéploiement d'armes nucléaires, notamment en Biélorussie.

2^{ème} niveau : la remise en cause du traité ABM.

Les USA sont profondément préoccupés par les questions de prolifération nucléaire. Le CTBT a bien tenté de régler le problème, mais il ne parviendra à s'imposer dans l'ordre juridique international qu'après avoir reçu les instruments de ratification d'au moins 44 pays dotés d'une capacité nucléaire militaire ou civile. Même si la non-prolifération a fait d'énormes progrès, soit du fait de la renonciation d'un certain nombre d'Etats à se doter de ce type d'armes (Algérie, Afrique du Sud, Brésil et Argentine) soit de la multiplication des zones dénucléarisées (traité de Pelindaba pour l'Afrique, Amérique du sud, fonds sous-marins...). La prolifération reste aujourd'hui le fait d'Etats qui se situent au seuil nucléaire mais qui ne sont pas admis dans le cercle restreint du club des puissances nucléaires.

La déliquescence de la Russie ne fait qu'accroître les dangers de telles proliférations, non seulement par la vente ou le trafic de matières fissiles mais surtout du fait de l'expatriation d'ingénieurs russes de haut niveau.

En bref, les USA cherchent à se doter d'un système de protection les garantissant des risques représentés par les puissances émergentes, en particulier celles qui n'ont pas signé le CTBT et qui subordonnent leur acceptation à un désarmement complet (Inde, Pakistan, Chine, Iran).

Or en la matière, le régime de contrôle des technologies balistiques est un échec (MTCR, 1987).

La réussite en octobre 1999 d'un EKV (exoatmosphéric kil vehicle) a soulevé une tempête d'inquiétudes car même si les USA souhaitent le limiter à leur territoire et à certaines zones d'intérêt capital, ce système remet en cause le traité ABM, fondement de la dissuasion nucléaire entre les deux grands (destruction mutuelle assurée).

Or cela dépasse, l'accord de mai 1995 sur le développement de systèmes anti-missiles de théâtre (ce que permet le traité ABM).

On doit également souligner que le développement de tels systèmes permet à la puissance américaine de démultiplier son énorme supériorité conventionnelle, prélude d'une sorte de dissuasion conventionnelle jetant aux oubliettes la dissuasion nucléaire, donc les fondements d'un ordre où la Russie peut espérer garder un rôle prépondérant et un rang de grande puissance.

Parallèlement, il n'existe pas de renoncement de la part des USA à l'arme nucléaire, même si certaines voies se sont prononcées en faveur d'une dissuasion minimale (pas plus de 500 armes). Cette solution permettrait effectivement de faire rentrer dans les négociations tous les autres EDAN, en raison de l'abaissement du seuil à un niveau suffisamment faible.

C'est sans doute le grand paradoxe de l'arme nucléaire et de la recherche de son abolition qui se trouve aujourd'hui cristallisé par l'arrêt des négociations sur le désarmement.

D'une part, la faiblesse même de la Russie est un frein à la poursuite de négociations sur le désarmement, d'autre part la surpuissance américaine conduit les USA à ne considérer que ses intérêts propres et à chercher à garder les mains libres. Or la prolifération nucléaire de certains ne peut les conduire à s'abstenir du nucléaire.

Peut-être est-ce l'avènement d'un ordre nucléaire plus démocratique que l'on voit émerger et qui bien sûr est considéré par la Russie comme une nouvelle perte de puissance.

La plus grande erreur des USA est bien de ne pas associer suffisamment la Russie à cette évolution. Par delà les bonnes paroles, les stocks, eux sont toujours présents.

Ce constat explique l'attitude de la Russie qui insiste sur la nécessité d'un traité START III, réduisant les potentiels à 1000,1500 têtes par puissance ce qui permettrait de définir des mesures communes de confiance ainsi que des garanties pour les ENDAN (voir article du FIGARO du 8 mars 2000).

Chapitre IV : la zone Caspienne-mer noire, un nouvel enjeu de puissance ?

Vieille zone de rivalité entre slaves et anglo-saxons, Churchill considérait que le Caucase était le ventre mou de la Russie.

Mythe de l'accès aux mers chaudes, qui tient plus de la chimère que de la réalité dans l'action politique, la zone Caspienne mer Noire est le lieu privilégié de l'affrontement entre puissance de la terre et puissance de la mer.

Zone importante compte tenu de sa position de carrefour, elle dispose de grandes richesses et représente un enjeu économique et un enjeu de puissance.

Au premier plan de ces préoccupations, les réserves pétrolières constituent un enjeu majeur. Après avoir joué un rôle central jusqu'en 1950 cette prédominance s'estompe dans les années 60, après la découverte des gisements en Oural et en Sibérie. De plus, toute l'exploitation du pétrole off-shore au large de Bakou demande d'énormes moyens financiers.

Dès lors que les républiques acquièrent leur indépendance, elles vont essayer d'asseoir leur autonomie vis à vis de la Russie, notamment en matière de ressources énergétiques. L'Azerbaïdjan prospecte dès 1991, car c'est un moyen de préserver son indépendance. Ce fut la première et seule république à ne pas accepter de troupes russes sur son sol.

Douze sociétés pétrolières constituent un grand consortium international, l'IOC (International Operating Company).

Si l'exploitation du pétrole est une question importante, son évacuation l'est encore plus et les territoires traversés par les oléoducs sont autant d'enjeux stratégiques.

Quels sont les principaux trajets actuels ou à l'étude :

- Bakou – Supsa, entre la mer Caspienne et la mer Noire, ou Bakou – Ceyhan. Ces deux axes représentent les tracés russes que beaucoup considèrent comme peu sûrs.
- En direction du Japon, dans une perspective d'avenir. Le Japon est pour l'instant plus intéressé par le pétrole de la Sibérie. Ce projet demeure toutefois lié à la résolution du différent qui oppose le Japon et la Russie dans la région des îles Kouriles. L'exploitation en Sibérie ne semblant pas devoir se résoudre rapidement, le pétrole de la mer Caspienne intéresse alors le Japon. Trajet : Bakou, Téhéran, le Golfe pour desservir ensuite les pays asiatiques.

- Projet historique de la route de la soie (Silk road strategy act signé au sénat des Etats-Unis en 1999 ou le Transport Corridor Europe Caucase Asie, TRACECA), qui passe au sud de la Russie, comprenant la Pologne, la Bulgarie, l'Ukraine, la Géorgie, la Mongolie... La réponse des Russes à ces projets est de démontrer la viabilité de leurs voies, notamment celle du transsibérien qui devrait cependant être modernisé. Par ailleurs, il existe aujourd'hui un projet quelque peu surprenant. Celui-ci consiste à utiliser les sous-marins atomiques pour transporter du fret, en passant sous la calotte glaciaire et en s'affranchissant ainsi des conditions climatiques. Ce projet illustre la volonté, une fois de plus, de la Russie de rompre son isolement, en se maintenant dans les grands circuits commerciaux internationaux.

Afin de préserver les voies d'acheminement de son pétrole, la Russie s'est efforcée d'organiser son espace de sécurité en signant le 15 mai 1992 le traité de Tachkent. S'inscrivant dans l'esprit des traités de défense collective, comme celui de l'Atlantique nord, ce traité se tourne résolument vers l'Orient. Neuf Etats en font partie en 1994 et ce sont exclusivement des républiques non européennes. En effet, Moscou a eu de réelles difficultés à faire admettre l'idée d'une défense collective des frontières communes. La plupart des pays membres de la CEI n'ont jamais accepté cette idée.

Enfin, la Turquie cherche à son tour à montrer qu'elle peut émerger en tant que puissance économique régionale. C'est ainsi qu'elle propose en 1992 la création d'une zone de coopération économique de la mer Noire.

Quelles sont actuellement les menaces que perçoit la Russie dans cette région qui conserve à ses yeux une importance stratégique de premier plan :

- Cette zone reste secouée par des luttes et des conflits incessants. Dès lors la Russie craint de voir son influence traditionnelle atténuée par les opérations de maintien de la paix. Celles-ci constituent une ingérence croissante du monde occidental et plus particulièrement américain dans une région sous influence russe.
- L'islam, qui assure une fonction de politique intérieure en désignant un ennemi (ce qui renforce la cohésion nationale). Cette "menace" permet toutefois à la Russie de maintenir des troupes dans les zones concernées et de dire à l'Occident qu'elle joue un rôle de rempart à son profit, ainsi que ce fut le cas face au péril jaune quelques siècles auparavant.

Les bouleversements engendrés par l'éclatement de l'Union Soviétique ont conduit à l'émergence d'un nouvel espace géographique, très différent des anciens empires tsaristes ou communistes. En effet, la nouvelle Russie est radicalement différente de l'ex URSS, tant du point de vue géopolitique qu'en terme de territoire ou de culture politique. Le principal changement réside vraisemblablement dans l'affaiblissement d'un pouvoir central, confronté à une volonté d'émancipation des "peuples allogènes" qui constituent cet ancien empire.

Pour autant, cet immense espace dispose encore de nombreux atouts, tant politique que diplomatique ou économique. Toutefois, pour relever les défis qui se font jour, la Russie devra impérativement résoudre les problèmes, notamment intérieurs auxquels elle est confrontée, tout en s'efforçant de regagner sa position de grande puissance.

ANNEXES

Exposés réalisés au cours des différents séances.

Première séance :

La fin de L'URSS a-t-elle modifié les caractéristiques géopolitiques de la Russie ?

La guerre de Tchétchénie est-elle une application de la "doctrine" Gortchakov ?

Deuxième séance :

La Russie est-elle d'Europe ?

La Russie est-elle une puissance d'Asie ?

Troisième séance :

Le facteur nucléaire dans la doctrine militaire de 1993.

Les négociations (américano-russes) sur les armes stratégiques depuis 1993 (cf. synthèse).

Quatrième séance :

La Russie et le pétrole de la Caspienne.

Les Etats-Unis et le pétrole de la Caspienne.

LA FIN DE L'URSS A-T-ELLE MODIFIE LES CARACTERISTIQUES GÉOPOLITIQUES

DE LA RUSSIE ?

Introduction

Jusqu'en 1991, le monde = bipolaire et l'URSS occupe 1 place importante : l'un des 2 pôles géopolitiques mondiaux

Cependant, à/c 1991, effondrement de URSS et monde devient multipolaire

Bouleversement du contexte mais aussi bouleversement des données géopolitiques de Russie

I – L'URSS CO-GESTIONNAIRE DE L'ORDRE MONDIAL A VU SA POSITION REMISE EN CAUSE.

A – L'URSS s'est progressivement imposée comme gestionnaire de l'ordre mondial.

La montée en puissance de l'URSS comme puissance mondiale s'est effectuée de manière progressive :

URSS détruite face à EU riches et seuls à posséder AN

URSS puissance essentiellement continentale sans accès maritime => aggrave sentiment d'encerclement

Cpdt URSS occupe moitié de Europe jusqu'à Elbe + jouit d'un prestige important (vainqueur de All + idéologie communiste encore porteuse)

Renforcement intérieurs :

- constitution d'un glacis : non imposé (Yougo, Albanie) et imposé (Pologne, Roumanie, Bulgarie), coup de Prague (48) All est (49), Hongrie (49)
- recherche de parité reconnue par T SALT1 (72) : parité compensée entre EU et URSS
- conquête dans TM : décolonisation ASIE, Afrique, Amérique-latine.

S'appuie sur des instruments variés :

- idéologiques : Kominform
- relais en F et en Italie (manifestations contre « Ridway la peste »)
- aspects tiers-mondistes de idéo : défense des peuples opprimés, libération euples, pénétration du mouvement des non alignés par Cuba.
- Alliances : COMECON (49-91) ; PAVA ((55-91) mais retrait Albanie 68 ; T amitié et coopération Egypte, Inde, Irak. (71)

L'URSS s'impose comme gestionnaire de l'ordre mondial

Rivalité pendant la guerre froide se transforme progressivement en « condominium => co-gestion du monde par les 2 grands écartant l'Europe

URSS est au sommet de sa puissance : contrôle sur Asie, Europe, Afrique, Am lat

B – Les difficultés internes ont conduit l'URSS à s'effacer progressivement de la scène internationale sans renoncer pour autant à la place que sa situation géopolitique peut lui donner.

1 effacement progressif dû aux difficultés internes :

- système soviétique s'est effondré au moment où tentait de se réformer :
- crise économique : URSS en voie de tiers-mondisation
- échec de Afghanistan
- gérontocratie

cpdt se heurte à :

inséparabilité entre réformes économiques et politiques

libère mouvements identitaires jusque là contrôlés

refus du nouveau traité de Fédération => tentative de putsch août 1991

II – UNE PLACE DANS LE MONDE A RECONQUERIR SUR DES BASES NOUVELLES.

A – L'esquisse d'une nouvelle affirmation sur des bases nouvelles.

Esquisse d'une nouvelle affirmation de soi :

- Russie est sortie vainqueur de URSS à laquelle elle succède :
- Russie a bénéficié du statut de URSS (siège permanent au CSNU,
- Tous Traités signés par URSS (alors que tous autres pays ont dû re signer les traités (TNP ...)
- Possesseur légitime de AN (refusé aux PECO)
- Ceci a assuré une grande continuité diplomatique (START 2, utilisation des OI : Russie devient membre du FMI, club de Paris, Conseil de Europe, Convention sur armes chimiques, CTBT

Diplo russe est active dans 2 domaines :

- Etranger proche : car présence nombreux russes (Lettonie : 30 %, Ukraine : 20 %),
car intérêts économiques
car volonté de conserver 1 sphère d'influence, source de prestige international.
Cpdt Russie retire ses troupes des Etats baltes
- Europe : à travers :
 - ses relations avec PECO
 - architecture européenne de sécurité : réticences à l'élargissement de OTAN à Est

⇒ 27 mai 97 acte fondateur crée Conseil consultatif conjoint OTAN-Russie=> but éviter isolement

Permanences et changements :

Permanences : pôles d'intérêts permanents : périphérie sud Europe.

Résurgence phénomènes anciens : solidarité orthodoxe

Poids et lourdeur géographique : incapacité à gérer son espace intérieur

Changements :

- Russie n'est pas 1 puissance internationale au sens où n'a plus les moyens de s'imposer sa volonté aux autres Etats mais situation non durable compte tenue de son passé historique, poids géo, ses ressources naturelles, sa place en Europe.

B - Des interrogations fondamentales sur la permanence des caractéristiques géopolitiques.

- éclatement de URSS en 1991 a conduit Russes à s'interroger

- sur leur identité
- sur leur Etat dont les frontières sont à nouveau bouleversées

Débat sur identité nationale russe :

Russie d'après 1991 est à la fois : + russe et – russe

+ russe : poids des russes y relativement + important

- russe : nombre russes vivant à l'extérieur de Russie = très important
- (ce qui => 2 avantages : - évite avoir à accueillir retour massif ressortissants
 - favorise maintien de influence russe dans ancien empire.

Réactive débat récurrent au sein de population russe :

- Pro - occidentalistes pour 1 intégration rapide de Russie dans structures occidentales
- Pro - slavophiles : pour 1 repli sur soi de Russie et retour aux valeurs nationales.

Débat sur incertitudes nées des frontières de Etat

La disparition de l'URSS

- a suscité une vague d'émancipation de plusieurs régions vers une quasi autonomie
- a conduit à la signature de traités bilatéraux accordant une quasi souveraineté (Tatarstan, Ossétie du Nord...).

En conséquence,

- La Russie a perdu son glacis protecteur ce qui bloque toute perspective d'élargissement de l'OTAN dans l'esprit des russes pour des raisons plus psychologiques que militaires.
- La Russie craint les tentatives d'accroissement de l'influence occidentale dans la zone de ses intérêts vitaux, notamment dans son étranger proche.
- Enfin, la Russie demeure hantée par la crainte de l'encerclement et le renouveau de la menace de la Chine, d'où la permanence des incertitudes liées aux limites de l'Etat russe.

Débat sur stabilité interne

Risque de séparation entre armée –pouvoir po (retard paiement soldes, sous équipement)

En conclusion, discours russe est aujourd'hui plus géopolitique qu'idéologique
Jusqu'à présent et parfois contre toute attente, la Russie a réussi à franchir tous les écueils malgré les risques réels d'implosion :

- les conflits locaux ont été circonscrits,
- la guerre de Tchétchénie n'a pas conduit à l'embrasement du Caucase,
- le péril d'un retour des ex-communistes soutenus par les forces ultra - nationalistes (la menace rouge-brun) ou
- le risque d'un putsch militaire se sont révélés illusoires et n'ont pas réussi à enrayer la transition vers un régime démocratique.

Les risques de désintégration de l'espace fédéral russe et de radicalisation du pouvoir ne peuvent être ignorés.

Il paraît ainsi plus que jamais nécessaire de conforter l'intégration de la Russie au sein de la communauté internationale et de lui reconnaître un rôle éminent.

Comme le souligne Henry Kissinger, quelle que soit la durée de la transition russe et les soubresauts qu'elle connaîtra sans doute encore à l'avenir, la Russie dispose du potentiel de puissance pour être l'un des acteurs majeurs du XXI^e siècle.

La guerre en Tchétchénie est-elle une application de la doctrine Gortchakov ?

Alors que la guerre en Tchétchénie est relancée depuis 1999, la chute de Grosny, victoire politique nécessaire à la Russie avant les élections, ne met pas un terme au conflit. Les combattants réfugiés dans les montagnes entendent bien poursuivre les combats.

Cette guerre Russo – Tchétchène dont le premier acte s’est déroulé de 1994 à 1996 et le deuxième a débuté en 1999 trouvent des explications dans la doctrine Gortchakov, mais se révèle aussi comme la méthode russe imaginée pour détourner l’attention internationale des problèmes internes.

Il convient donc de voir sommairement ce qu’était cette doctrine Gortchakov avant de voir comment cette guerre peut en être une illustration puis de montrer les points particuliers qui s’y opposent.

1. La doctrine Gortchakov :

Ministre des affaires étrangères en Russie, Alexandre GORTCHAKOV envoie en 1864 une circulaire aux grandes puissances occidentales pour justifier la politique russe en Asie centrale.

L’essentiel de cette politique est qu’au fur et à mesure que les Etats civilisés entrent en contact avec des tribus nomades à moitié sauvages, la sécurité des frontières et des relations commerciales imposent de réduire ces tribus à un certain degré de soumission. Ainsi une logique de conquête perpétuelle aux confins des frontières s’installe.

Ces efforts de sécurisation doivent être permanents pour pouvoir rendre possible la prospérité, la sécurité et le progrès culturel.

Avec l’effondrement de l’URSS en 1991, des troubles surgissent dans de nombreuses provinces mettant en jeu des revendications nationalistes plus ou moins affirmées. La Tchétchénie ne fait pas exception et le général Djokar Doudaev se fait le leader des nationalistes, conduit la séparation de sa province avec l’Ingouchie et proclame l’indépendance. Celle-ci est bien entendu refusée par la Russie qui décrète un blocus économique.

2. La guerre en Tchétchénie est une illustration possible de la doctrine :

Pendant les deux années qui suivent, une certaine anarchie règne en Tchétchénie, le parlement est dissous puis rétabli, les partisans et les opposants du général Doudaev s’affrontent violemment et les attentats se multiplient.

Dans ce contexte, le président russe Boris Eltsine décide en décembre 1994 de lancer une vaste offensive militaire afin de rétablir l’ordre (illustration de la doctrine).

De 1994 à 1996, l’intervention russe est très meurtrière, l’armée d’invasion privilégie les bombardements intenses, en particulier sur la capitale Grosny. Celle-ci est prise en février 1995, et des dizaines de milliers de personnes doivent fuir. Malgré de nombreux accords de cessez le feu, les combats se poursuivent, les combattants tchétchènes répliquant aux exactions russes par une stratégie de guérilla.

En avril 1996, le général Djokar Doudaev meurt dans un bombardement, mais la résistance continue et l’approche des élections présidentielles russes et la pression populaire conduisent Boris Eltsine à signer un accord de paix.

En janvier 1997, Aslan Askhadov est élu président de la Tchétchénie. L’accord de paix est signé en mai 1997, il prévoit un départ des troupes russes et la reconnaissance de la souveraineté du pays au sein de la fédération de Russie.

Les buts de cette première guerre peuvent donc être identifiés comme ayant été :

- Une opération interne de maintien de l’ordre,
- L’écrasement des aspirations indépendantistes,

- La sécurisation de la route du pétrole,
- Le désir de freiner la poussée de l'islam.

Mais, en 1999 faisant suite à une vague d'attentats en Russie, une nouvelle guerre est relancée, les idées mises en avant semblent d'un ordre un peu différent.

3. Des divergences avec la doctrine Gortchakov pour la guerre de 1999 :

En effet, en septembre 1999, pour relancer la guerre, la Russie invoque la nécessité de mettre fin aux incursions sur son territoire par les islamistes du Daghestan qui se seraient réfugiés en Tchétchénie. Boris Eltsine et son premier ministre Vladimir Poutine lancent une opération militaire de grande envergure sur le territoire de la république indépendantiste. Pour justifier cette intervention, ils accusent le gouvernement de Mashkadov d'illégitimité, bien que son élection fut soutenue auparavant par le gouvernement russe.

Essayant de tirer des enseignements de la précédente campagne, l'emploi des moyens militaires se fait de manière différente, le recours systématique aux bombardements massifs et aux pilonnages des villes et en particulier de Grosny (à nouveau) provoquent des exodes massifs de population et des destructions de grandes ampleurs.

Les motivations de cette nouvelle guerre semblent toutefois plus éloignées que celles apparentées à la doctrine Gortchakov, il s'agirait plutôt :

- D'une guerre de revanche après l'échec de 1996 ;
- Du fait que Moscou cherche à détourner l'attention internationale des problèmes intérieurs russes ;
- D'une opération politique musclée dans cadre électoral ;
- De la création d'une zone tampon pour stopper l'occidentalisation.

Ainsi, les raisons conduisant à ces nouveaux affrontements sont d'un ordre nettement différent. La récente chute de Grosny, loin de mettre un terme à cette guerre et d'être le succès escompté par les russes pour leurs élections présidentielles, semble marquer le début d'une période de guérilla conduite à partir des montagnes où se sont réfugiés les combattants tchéchènes.

Conclusion :

La guerre de Tchétchénie de 1994 à 1996 peut s'inscrire dans la doctrine Gortchakov au moins dans son idée de limitation des troubles aux frontières et dans la sécurisation des échanges commerciaux, en revanche, concernant la nouvelle offensive déclenchée en 1999 , il semble s'agir davantage d'une tentative russe pour reconquérir la scène internationale, prendre une revanche sur les indépendantistes, et rechercher des avantages électoraux.

LA RUSSIE EST-ELLE D'EUROPE

Avant de répondre à cette question, il convient de s'interroger sur les termes même de la question. De quelle Russie parle-t-on ? De la Russie géographique, de l'Etat ou du peuple russe ? De même, quelle Europe nous intéresse ? L'Europe géographique, politique, économique, culturelle ? Toutes ces questions montrent la difficulté du choix de l'approche pour déterminer si la Russie est ou non européenne. L'approche géopolitique permet d'adopter une démarche reconnue qui devrait nous permettre d'esquisser une solution. Je vais donc m'intéresser à l'Etat russe, dans ses frontières actuelles, avec sa population et son histoire.

Facteur géographique : l'Europe est limitée à l'Est par l'Oural. 75% du territoire russe est à l'est de cette limite.

Facteur démographique : en Russie, 80% de la population est d'origine russe, le reste représentant d'autres ethnies. 70% des habitants vit à l'ouest de l'Oural, la même proportion est urbaine. La densité de population est de 8h/km² sur l'ensemble du territoire mais de 50h/km² pour la partie européenne.

Facteur culturel : le peuple slave est né dans les marais du Pripet, près de Kiev. Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, la Russie était essentiellement rurale. Les langues slaves sont de souche indo-européenne. L'occidentalisation est venue d'en haut, du Tsar au début du XVIII^e siècle. C'est un phénomène essentiellement urbain et intellectuel.

Facteur politique : l'organisation politique russe, communiste ou actuelle est d'inspiration occidentale, démocratie, parlementarisme, etc.

Facteur religieux : la religion orthodoxe de rite byzantin est fortement implantée en Russie.

La Russie est indubitablement d'Europe. Les origines de sa population, sa langue, sa religion, son organisation politique, les aspirations de ses intellectuels en font un pays européen. Mais ce n'est pas un pays d'Europe de l'Ouest. C'est un pays des frontières orientales du continent. Il est donc attiré par ce qu'il reçoit de l'ouest, mais également par les espaces orientaux.

La dispute, très réelle, entre les occidentalistes et les slavophiles n'est pas, objectivement, une dispute pour ou contre l'Europe, elle est plutôt pour savoir si la Russie doit se dissoudre dans une grande Europe occidentalisée ou rester un grand pays d'Europe orientale.

Il convient quand même de remarquer qu'il est peut-être déjà trop tard pour faire ce choix, la dictature communiste ayant détruit les racines de ce peuple. Il sera désormais difficile de retrouver l'âme slave dans les grandes cités grises staliniennes et post-communistes.

LA RUSSIE EST-ELLE UNE PUISSANCE D'ASIE ?

1. INTRODUCTION

La Russie, qui s'étend de Saint Pétersbourg à Anadyr (soit 11 fuseaux horaires) est souvent présentée comme un glacis qui protège l'Europe vis à vis des menaces venues d'Asie. D'autre part, le processus « d'Otanisation » qui semble se dessiner en Europe et qui tend à isoler la Russie, nous conduisent à nous demander si ce pays est une puissance d'Asie.

2. POINT DE VUE HISTORIQUE

Les Russes atteignent le détroit de Béring dès 1648, puis, en 1860, la mer du Japon, après avoir été écartés durant deux siècles, par la Chine, des bassins de l'Amour et de l'Ossouri. Sakhaline et les îles Kouriles sont atteintes à partir de 1875. La présence Russe en Mongolie remonte à la fin du XVII^e siècle (début du XVIII^e siècle). Si la Russie tsariste a conquis l'espace sibérien, l'occupation humaine, le développement des communications et l'industrialisation datent de la deuxième moitié du XX^e siècle.

3. POINT DE VUE GEOGRAPHIQUE

Si on se réfère aux limites, communément admises, de l'Europe et de l'Asie, force est de constater que la Russie s'étend principalement en Asie. On peut estimer que les 8 dixièmes de cet immense pays sont en Asie.

Il convient cependant de souligner que dans certains modèles géopolitiques, l'Europe et l'Asie peuvent être considérées d'un seul tenant. Le monde comporte alors trois grandes entités (îles) : Eurasie, Amériques, Australie. Dans cette hypothèse la question que nous nous posons n'a plus de sens.

4. POINT DE VUE POLITICO-ECONOMIQUE

L'Asie est caractérisée par de grands ensembles (Inde, Chine) et un développement économique important. La Russie tente de s'ancrer à l'Est afin de pouvoir compter dans le monde des échanges du XXI^e siècle.

Malgré des périodes de tensions, un partenariat avec la Chine est recherché.

Les relations diplomatiques avec la Corée du Sud ont été récemment établies (1988 avec Séoul). C'est à cette date que la Russie s'est désengagée d'avec la Corée du Nord.

Le rapprochement avec le Japon est jugé primordial. Ceci est très certainement lié à la montée en puissance économique du Japon dans la région. Notons néanmoins, aux yeux de Moscou, l'ambiguïté de ce pays qui, contrairement aux autres pays asiatiques, oscille entre orient et occident. Les rapports russo-nippons se développent dans les domaines du commerce, de l'économie, des technologies et au plan culturel. Il sera cependant nécessaire de régler le différend relatif aux îles Kouriles.

Des liens ont été tissés avec l'ASEAN (Association des Etats du Sud-Est asiatique). En novembre 1998, la Russie a été accueillie au Forum de coopération économique Asie Pacifique (APEC).

5. CONCLUSION

Il n'est pas possible d'affirmer *ex abrupto* que la Russie est une puissance d'Asie. En revanche, il est clair que la Russie se ménage des ouvertures dans cette partie du monde. Par ailleurs, il convient de souligner que les ressources naturelles dont le monde aura besoin au XXI^e siècle se trouvent dans la partie asiatique (voire arctique) de la Russie.

LE FACTEUR NUCLEAIRE DANS LA DOCTRINE MILITAIRE DE 1993

L'HERITAGE DE LA GUERRE FROIDE : LA STRATEGIE NUCLEAIRE DE L'UNION SOVIETIQUE DE 1957 A 1991

La doctrine Sokolovski

1945 les Etats-Unis se dotent de l'arme atomique, en 1949 les Soviétiques en font autant. A cette époque Staline, qualifié par ses ouailles de "plus génial stratège de tous les temps", verrouille la pensée stratégique de son pays. Il faut donc attendre la fin des années 50 pour que certains puissent affirmer que l'arme atomique modifie la nature de la guerre et, par conséquent, le concept stratégique.

Une réflexion menée par l'état-major général à partir de 1957 débouche sur la publication en 1962 sur un ouvrage du maréchal Sokolovski intitulé Stratégie Militaire. Avalisée par le pouvoir politique, cette doctrine fera "trembler" les occidentaux jusqu'à la fin des années 70. Elle fonde la stratégie de l'URSS sur le principe d'une première frappe préemptive massive portée sur des objectifs civils et militaires de l'adversaire dans la profondeur de son territoire et ce, dès la phase initiale de la guerre. Cette doctrine a pour fonction d'épouvanter l'autre, de le menacer.

Les mutations des années 70

Au cours des confrontations entre diplomates et militaires soviétiques et américains lors des négociations SALT, les Soviétiques se sont rendu compte du retard qu'ils prenaient dans le domaine de la technique d'armement. De cette confrontation découle la prise de conscience que le fait de continuer à produire des armements de la manière dont cela était fait conduirait l'Union soviétique à sa perte en tant que superpuissance militaire. Ces réflexions - menées en outre par Youri Andropov, le chef du KGB - se répercuteront sur le discours stratégique, puisque c'est vers 1976-1977, notamment sous l'impulsion du maréchal Ogarkov, que les Soviétiques vont envisager l'adoption du concept de dissuasion. Auparavant ils l'avaient toujours réfuté et ils dénonçaient son agressivité et son immoralité. A partir de 1977 Ogarkov prône pour l'URSS une stratégie de dissuasion destinée à renforcer la fonction politique des systèmes nucléaires centraux. Il s'agit en fait de reconnaître la sanctuarisation des territoires des deux superpuissances, et par conséquent si conflit il doit y avoir - entre les deux systèmes - il se déroulera en Europe et pas nécessairement avec des armes nucléaires.

La stratégie nucléaire soviétique depuis 1985

En 1983, M. Reagan lance l'initiative de défense stratégique. En octobre 1985, lorsque Gorbatchev accède au pouvoir, il condamne aussitôt résolument le principe de la dissuasion. Le 15 janvier 1986 il propose un grand plan de liquidation totale de l'arme nucléaire d'ici l'an 2000. Toutes les négociations qu'il lance ou relance avec les Etats-Unis ont pour objectif la liquidation des armements nucléaires, et l'accord sur les armes nucléaires à portée intermédiaire (les FNI) est un élément de ce plan. Gorbatchev prône dès 1987 une « stratégie de suffisance raisonnable », une « stratégie strictement défensive ». Aussitôt, un grand débat se développe pour savoir ce qu'il faut entendre par doctrine stratégique strictement défensive, fondée sur la suffisance raisonnable.

La disparition de l'URSS est arrivée le 8 décembre 1991 alors que le débat n'était pas clos. Après la guerre du Golfe en 1991, la stratégie défensive laisse la place à la stratégie de riposte adéquate susceptible de mener des actions tant défensives qu'offensives.

Néanmoins, cette doctrine a été adoptée prématurément dans la mesure où les intérêts vitaux n'ont pas été définis, que le traité START 2 ne soit ratifié, et au moment où les perspectives d'élargissement de l'OTAN étaient de plus en plus vraisemblables.

La stratégie Russe aujourd'hui

La doctrine défensive sera finalement mise à mal par la Guerre du Golfe ; dès le début des opérations militaires en janvier 1991, les militaires soviétiques, se saisissant de l'occasion, vont condamner cette notion strictement défensive, la jugeant inapplicable à l'URSS puisque la Guerre du Golfe montre qu'on ne peut se contenter de se défendre mais qu'il faut avoir une capacité d'action tous azimuts. Ils vont donc prôner une "stratégie de riposte adéquate", c'est-à-dire visant à mener des actions tant offensives que défensives. C'est donc la fin du concept de stratégie strictement défensive, et, en 1990, il n'y avait toujours pas de doctrine stratégique. Finalement, en novembre 1993 est publié un document sur la nouvelle doctrine militaire de la Russie.

LA DOCTRINE MILITAIRE RUSSE DE 1993

La nouvelle doctrine militaire russe

La doctrine développée dans les « dispositions fondamentales de la doctrine militaire de la Fédération de Russie » en novembre 1993 fixe le rôle des Forces armées dans la sécurité du pays et la défense de ses intérêts vitaux.

Pour les responsables politiques russes, la menace militaire subsiste, même si leur pays n'a plus d'ennemi déclaré. Un conflit local pouvant dégénérer en conflit majeur, la Russie se dit très sensible à tout ce qui concerne ses voisins immédiats. La surveillance des frontières est un élément de continuité de la doctrine russe : c'est le complexe d'encerclement lié à l'absence de débouché sur des mers ouvertes. Ce calme aux frontières de l'empire demeure une préoccupation majeure de la Russie depuis le XVIème siècle.

Les menaces militaires perçues par le pouvoir politique sont les suivantes :

- Menaces extérieures pouvant provenir de revendications territoriales, de prolifération d'armes nucléaires ou d'autres A.D.M., de guerres aux frontières de la Russie, du terrorisme international, de la rupture de l'équilibre stratégique et du rapport des forces, de tentative d'ingérence dans les affaires intérieures de la Russie etc...
- Menaces intérieures pouvant provenir d'activités nationalistes, de tentative de coup d'état, du développement des mafias. On se rappelle que le texte a été signé quelques semaines après l'écrasement par l'armée de la rébellion conservatrice menée par l'opposition parlementaire à Moscou.

La Fédération de Russie estime légitime de recourir aux forces armées dans les cas suivants :

- Défense de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, des intérêts vitaux de la Fédération de Russie ou de ses alliés,
- Mener des opérations de maintien de la paix décidées par le C.S. de l'ONU,
- Couper court aux conflits armés sur ses frontières.

LE FACTEUR NUCLEAIRE DANS CETTE DOCTRINE

Dans le domaine de l'armement nucléaire, la politique affichée a pour but d'écarter les dangers de guerre nucléaire et de recours à l'arme nucléaire par la dissuasion du déclenchement d'une agression contre la Fédération et ses alliés.

Partant de ce fait :

- La fédération de Russie n'emploiera l'arme nucléaire contre aucun État signataire du Traité de non-prolifération (TNP) qui ne possède pas l'arme nucléaire, sauf dans les cas suivants :
 - En cas d'agression armée d'un État non-nucléaire ayant fait alliance avec un État possédant l'arme nucléaire, contre la fédération de Russie, son territoire, ses forces armées et ses autres troupes, ou contre ses alliés ;
 - En cas d'actions conjointes d'un État non nucléaire et d'un État possédant l'arme nucléaire, qui envahissent ou soutiennent une agression ou une attaque armée contre la Fédération de Russie, son territoire, ses forces armées et ses autres troupes, ou contre ses alliés.

En d'autres termes, la Russie s'autorise l'emploi en premier de l'arme nucléaire contre un État quelconque attaquant ou préparant une attaque contre elle sauf s'il a signé le TNP, ne possède pas d'armes nucléaires et n'a pas conclu d'alliance avec un État nucléaire. L'arme nucléaire doit être considérée comme un moyen visant à dissuader l'adversaire - c'est la reconnaissance du principe de la dissuasion et la confirmation de la stratégie du début des années 1980 - et le nucléaire n'est donc pas un moyen de conduite de la guerre.

- La fédération de Russie se prononce pour la cessation des essais nucléaires ;
- La fédération de Russie cherche à abaisser ses forces nucléaires à un seuil minimal qui garantirait l'inadmissibilité d'un conflit majeur, le maintien de la stabilité stratégique et, à plus long terme, la liquidation totale des armements nucléaires.
- La fédération de Russie prend, conjointement avec les autres pays intéressés, les mesures indispensables pour renforcer le régime de la non-dissimulation de l'arme nucléaire.

Sur le plan militaire, la doctrine de 1993 est dans le prolongement du débat entamé dans le milieu des années 1980. Néanmoins, la doctrine nucléaire intègre l'entrée de la Russie dans la logique de la dissuasion nucléaire car le Général Pavel Gratchev précisait qu'en cas de conflit majeur – quand bien même sa probabilité aurait considérablement diminuée –, la Russie ne saurait exclure le principe d'un emploi en premier de l'arme nucléaire, remettant en cela en cause la doctrine de L. Brejnev en 1977. Certains ont crié à la catastrophe en annonçant que les Russes retrouvaient la conception de la frappe préemptive des années 1950. En réalité, on peut considérer que cette acceptation du principe de l'emploi en premier de l'arme nucléaire montre bien que les Russes ont enfin compris ce qu'était la dissuasion. Tous les discours brejnéviens sur l'interdiction de l'utilisation en premier du nucléaire à l'Est comme à l'Ouest étaient contraires au principe même de la dissuasion. On entre ainsi dans une logique nouvelle mais il est vrai que ce principe a suscité de nombreux débats.

La Russie et le pétrole caspien

Introduction

Après avoir suscité beaucoup d'espoir médiatique, le pétrole de la mer Caspienne n'apparaît plus aujourd'hui que comme une ressource supplémentaire d'importance moyenne. On estime les réserves prouvées y sont sensiblement du même ordre que celle de la mer du Nord (2,4 Gt).

TRANSPARENT 1 :

« La Tchétchénie au pied du Nord-Caucase »

Les ressources pétrolières de la Caspienne sont anciennes et ont été exploitées de manière importante jusqu'aux années soixante. Leur place dans l'ensemble des ressources russes, n'est pas négligeable mais n'occupe pas forcément une place de choix sur le plan strictement économique. Lorsque Robert Nobel arriva à Bakou en 1873, il y avait déjà là, une petite industrie pétrolière. Il la développa de manière fulgurante. La production atteignit 2 Mt en 1885. En 1886, Rothschild fonda la Compagnie pétrolière de la Caspienne et de la mer Noire, qui concurrença l'entreprise des frères Nobel. Avant 1940, la production du Caucase représentait 40% de celle de l'URSS. Aujourd'hui elle atteint 1% de celle-ci. Le tissu industriel est particulièrement obsolète et les conditions économiques d'exploitation relativement peu favorable. Il n'y a donc pas d'enjeu économique fondamental en Tchétchénie pour la Russie. De la même manière les droits de péage que la Russie pourrait récupérer sur le transit du pétrole par le pipeline de Novorossisk ne justifient pas le conflit russo-tchétchène.

TRANSPARENT 2 :

« Bataille des oléoducs »

La guerre russo-tchétchène de 1994, avait pour but principal de montrer que la Russie pouvait maîtriser le pipeline. La fin de la guerre en août 1996, aurait été décidée pour que le pipeline Bakou-Novorossisk, ne soit pas écarté des négociations sur le réseau d'évacuation du pétrole de la Caspienne. La deuxième guerre de Tchétchénie semble poursuivre des buts plus politiques, voire électoralistes. En effet Bakou a toujours souhaité disposer de trois lignes d'évacuation du pétrole, une au Nord, une à l'Est et une au Sud. La ligne russe n'est donc pas remise en cause. Un accord de construction du pipeline Bakou-Ceyhan a été signé en novembre 1999, à Istanbul, au sommet de l'OSCE. Les Etats-Unis, très présent dans la zone sur les plans industriel et financier notamment, ne voient là qu'une ressource supplémentaire. Il y voient aussi une possibilité de détacher les anciennes républiques soviétiques de la Russie et de s'opposer au rayonnement de l'Iran. Ainsi, dans cette crise caucasienne le pétrole caspien est un prétexte à un conflit qui n'a pas grand chose à voir avec les intérêts énergétiques des forces en présence.

La Russie - puissance régionale dominante

Après l'écroulement de l'Union Soviétique, le pétrole de la mer Caspienne fait de cette région une région toujours plus attirante. Les puissances occidentales s'intéressent de près à ces réserves qui pourraient constituer une alternative à celles du Golfe. Ainsi, la région retrouve son rôle historique de passage entre

l'Asie centrale et le monde méditerranéen, un rôle qui avait été mis en veilleuse pendant la guerre froide. La politique des Occidentaux là-bas est fonction de deux éléments importants : les réserves d'hydrocarbures et l'équilibre à trouver, étant donné l'influence de la Russie dans la région. Les Etats-Unis et l'Union Européenne (UE) ont intérêt à ce que la région devienne une zone de stabilité et de sécurité. Pour cela, il faut consolider les structures politiques et économiques. L'UE a mis en œuvre un programme (TRACECA = Transport Corridor Europe Caucasus Asia) afin de développer un corridor reliant l'Europe à l'Asie centrale à travers la mer Noire, le Caucase et la mer Caspienne. La "bataille des oléoducs" oppose les Occidentaux à la Russie et à l'Iran. Chacun soutenant les tracés correspondant à ses intérêts pour l'acheminement du pétrole vers les marchés internationaux.

TRANSPARENT 3

« Les zones de coopération économique autour de l'axe Caspienne-Mer Noire »

Moscou a eu du mal à accepter la perte de son monopole (politique, stratégique, militaire et économique) sur la zone, ainsi que les aspirations des nouveaux Etats de Transcaucasie, à vouloir se dégager de sa tutelle. Tout en prenant acte des bouleversements politiques issus du démembrement de l'Union Soviétique, la politique russe a consisté à tout faire pour demeurer physiquement présente dans la région afin de satisfaire plusieurs exigences jugées fondamentales vues de Moscou :

- ne pas galvauder l'héritage impérial, c'est-à-dire les positions géopolitiques chèrement acquises depuis le XIX^e siècle par les différents régimes ;
- conserver le patrimoine du présent (les populations civiles russes, les bases militaires, les accords de défense et les intérêts économiques), en garantissant un minimum de stabilité à la zone, afin d'éviter tout risque de contagion en direction du Caucase du Nord ;
- préparer l'avenir, en restant maître du jeu dans les domaines politique et économique, en limitant les rôles dévolus à l'Occident et à la communauté internationale (ONU, OSCE) à leur strict minimum.

Les déclarations et le comportement des responsables politiques en Russie diffèrent souvent suivant les situations et les personnes. En général les intérêts russes - au cas où ceux-ci existent objectivement - ne sont pas formulés clairement vers l'extérieur. Par contre pour le Caucase, la Russie les a définis catégoriquement comme sa zone centrale d'intérêt national. La Transcaucasie était encore il y a quelques années pour la Russie son soi-disant "étranger proche" dans lequel elle prend jusqu'aujourd'hui de l'influence sur le pouvoir politique.

La nouvelle présence américaine au Caucase ne fait qu'accentuer la gêne de la Russie. Moscou a certainement peur que l'Occident grâce à ses investissements économiques influence la politique des pays de la Transcaucasie, et essaye d'empêcher ce qui est devenu depuis lors réalité, la domination de l'Occident sur le secteur énergétique.

Intérêts économiques

À côté de la politique de sécurité, la politique étrangère de la Russie est influencée par l'aspect économique. Après avoir perdu le contrôle des puits de pétrole dans la mer Caspienne lors de l'effondrement de l'Union Soviétique - il ne reste à la Russie que les gisements à Astrakan-Moscou dispute maintenant la possession des gisements *off shore* aux pays exploitants, l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan, en essayant d'imposer une utilisation commune comme au temps de l'Union Soviétique. Cependant, il existe différentes interprétations du statut de la mer Caspienne : la Russie (comme par ailleurs l'Iran) persiste, pour ne pas perdre le droit à ses revendications sur les gisements de pétrole qui se trouvent à l'extérieur de son territoire, à soutenir que la nappe d'eau en question est "un lac", qui par conséquent donne à tous les états riverains le droit de prétendre à l'exploitation des ressources énergétiques. L'Azerbaïdjan avec l'aide américaine et le Kazakhstan soutient la thèse du statut "mer" qui donne droit à une exploitation exclusivement nationale.

Bien entendu, la Russie exige une part substantielle des mises en exploitation des gisements de pétrole et de gaz naturel se trouvant dans la mer Caspienne, et attend pour cela que l'Azerbaïdjan respecte les intérêts de la Russie lors de contrats ou d'accords avec des consortiums internationaux ou d'autres pays concernés. L'intérêt stratégique est non seulement la simple exploitation par elle-même, mais aussi le développement de l'infrastructure pétrolière de la région, jusqu'à présent monopole russe.

Conclusion

Les intérêts russes dans la région caspienne sont plus politiques qu'économiques. Le Caucase permet en effet aux russes d'affirmer leur puissance devant la communauté internationale. Par ailleurs, la guerre de Tchétchénie permet de limiter les idées séparationnistes des républiques de la région. L'objectif principal de la Russie dans le Caucase est surtout de limiter l'influence des Etats-Unis. Il y a donc là essentiellement un affrontement russo-américain. D'une manière secondaire il s'agit de maîtriser l'influence iranienne dans la région, tout en développant une politique active de coopération avec ce pays.

LES ETATS-UNIS ET LE PETROLE DE LA CASPIENNE

Introduction

Ceux qui ne sont pas convaincus de l'importance du pétrole pour les Américains n'ont qu'à relire Tintin en Amérique. Ce grand géopoliticien qu'est Hergé met, en effet, en exergue les deux caractéristiques principales des Etats-Unis : Les brigands facteur d'insécurité et la passion du pétrole. Vous remarquerez que dès la découverte du premier gisement, les hommes d'affaire américains sont déjà présents et exproprient immédiatement les Indiens. L'or noir est exploité dans l'heure qui suit. C'est dire l'importance accordée par les Américains au pétrole.

Aussi n'est-il pas surprenant que lorsqu'une nouvelle zone pétrolifère est découverte, les Américains accourent sur le champ pour l'exploiter. C'est bien le cas pour la Caspienne.

Cet exposé s'articule autour de deux parties. La première partie souligne l'importance du pétrole pour les USA. La seconde partie tente de définir la stratégie américaine vis à vis du pétrole de la Caspienne.

Première partie

L'importance du pétrole pour les USA

Il faut insister sur deux points essentiels :

- La puissance des USA repose sur le pétrole ;
- La stratégie mise en œuvre par les Américains pour contrôler les ressources pétrolières.

1- Puissance américaine et pétrole

L'Europe domine le monde jusqu'à la première guerre mondiale grâce au charbon.

Mais en 1917, une rupture énergétique a lieu : le pétrole remplace le charbon. Une rupture géopolitique se produit également dans le même temps puisque les USA Prennent peu à peu la place des puissances européennes en ce qui concerne le leadership mondial.

Le miracle américain est étroitement lié au miracle pétrolier.

Le pétrole présente, en effet, deux avantages énormes :

- Il est facteur de puissance militaire puisqu'il permet la mobilité stratégique. Les Américains ont très tôt pris conscience de l'importance militaire du pétrole. Ils se rappellent que lors de la première guerre mondiale, l'armée française à Verdun n'a tenu que grâce à une noria de camions passant par la célèbre voie sacrée. Ils savent que la multiplication des véhicules militaires accroît la valeur stratégique du pétrole. Ils ont à l'esprit que l'Allemagne, privée de son ravitaillement en pétrole, a du laisser sa flotte relativement inactive. En 1942, les américains qui connaissent le risque d'épuisement à moyen terme des ressources pétrolières dans les deux Amériques fournissent de gros efforts pour s'implanter en Arabie (CASOC puis ARAMCO).

- Il est le moteur de la croissance économique. Les USA sont le premier importateur de pétrole, le troisième producteur et ils détiennent la majorité des compagnies pétrolières.

2- La stratégie pétrolière des USA

L'objectif est de contrôler l'ensemble des données pétrolières :

- La production avec la présence des compagnies américaines sur un maximum de zones d'exploitation.
- Le transport (oléoducs en particulier)
- Les prix
- La consommation

L'exemple de l'intervention américaine en Irak est très expressif. Force est de constater qu'au Moyen-Orient, seul l'Irak (et son pétrole) échappait à l'influence américaine. Les USA vont donc s'attacher à saper le potentiel pétrolier irakien pour maintenir le prix élevé du pétrole.

Un pétrole cher présente, en effet, quatre avantages :

- favoriser les revenus des compagnies américaines
- augmenter la dépendance de l'Europe et du Japon
- assure à leurs alliés producteurs des revenus importants
- augmenter la masse des pétrodollars et renforcer le billet vert

Mais l'apparition d'une nouvelle zone pétrolifère change la donne en 1990 : la Caspienne. C'est le nouveau golfe, le nouvel eldorado. Cette région renferme des réserves colossales d'Hydrocarbures. Elle doit devenir la deuxième zone exportatrice de pétrole brut après le Moyen-Orient.

Aussi sommes-nous en droit de nous demander quelle va être l'attitude des USA face à cette région ?

Deuxième partie

La stratégie américaine vis à vis du pétrole de la Caspienne

Cette partie s'articule autour de trois axes principaux.

1- La participation à l'exploitation du pétrole

Les compagnies pétrolières américaines se précipitent pour mettre en valeur les gisements de la Caspienne (scénario Hergé).

Des ingénieurs américains sont envoyés en Azerbaïdjan, au Kazakhstan, au Turkménistan et en Ouzbékistan.

2- Le contrôle de l'évacuation du pétrole

La mer Caspienne est fermée et doit se désenclaver vers l'Europe, le Golfe ou l'Asie avant d'atteindre les océans.

Une guerre oppose Moscou et Washington pour le contrôle des oléoducs.

- Washington veut un oléoduc indépendant de Moscou (Bakou- Géorgie).
- Moscou veut garder la maîtrise des oléoducs (Bakou- Novorossisk).

3- Le jeu de la carte Azerbaïdjan

On constate le développement de la coopération américano-azeri face au partenariat russo-arménien. En effet, l'Azerbaïdjan est un centre névralgique pour trois raisons :

- Il y existent d 'innombrables gisements on et off shore.
- C'est le point de départ des deux oléoducs vers la mer noire
- C'est le point d'arrivée du gaz kazakh et turkmène

En 1997, on note la visite du président ALIEV à Washington et la signature d'un accord pétrolier avec Amoco.

D'autre part, les compagnies américaines se taillent la part du lion dans ce pays (Mobil, Exxon, Chevron, Amoco).

Conclusion

Les USA adoptent la même stratégie qu'au Moyen-Orient. Très actifs, les Américains cherchent à contrôler le plus possible les ressources pétrolières, source de puissance militaire et économique pour maintenir leur leadership sur le monde.